



DEMANDE DE MISE EN DISPONIBILITE

Document à transmettre à votre GESTION de POLE par la voie hiérarchique ainsi qu'une copie au service gestion des Carrières

Form fields for personal information: Nom, Nom de jeune fille, Prénom, Grade, Matricule, N° de poste, Service, Pôle, Statut (Contractuel, Titulaire, Stagiaire).

1 - Je sollicite à compter du ___/___/_____ (date à laquelle les CA, RTT et Récupérations seront soldés) :

une disponibilité de droit pour motif : _____ Durée : _____ (joindre justificatif selon le motif de disponibilité)

une disponibilité sur autorisation pour motif : _____ Durée : _____ (joindre justificatif selon le motif de disponibilité)

ATTENTION : Application du nouveau décret n° 2019-234 du 27 mars 2019 modifiant certaines conditions de la disponibilité de la fonction publique.

Les disponibilités sur autorisation : pour convenance personnelle et pour créer ou reprendre une entreprise.

Art.10. et Art. 12 : « Le fonctionnaire qui a souscrit un engagement de servir pendant une durée minimale doit, lorsqu'il demande à bénéficier de cette disponibilité, justifier de quatre années de services effectifs depuis sa titularisation dans le corps de la fonction publique hospitalière au titre duquel cet engagement a été souscrit »

2 - Avez-vous souscrit un engagement de servir pour promotion professionnelle ? OUI NON

Si OUI : type de la formation : _____ date de la formation : _____ date de titularisation dans le nouveau grade : ___/___/_____

3 - Cochez la case correspondant à votre future situation :

Je compte exercer une activité privée durant ma disponibilité, et je joins une déclaration (annexes I et III) : documents obligatoires.

Je ne compte pas exercer une activité privée durant ma disponibilité.

Fait à : _____ Le ___/___/_____ Signature de l'agent :

Table with 2 columns: AVIS MOTIVE DU CADRE DE PROXIMITE and AVIS MOTIVE DU CHEF DE SERVICE/CADRE SUPERIEUR/ADMINISTRATIF. Includes decision section for the Director Referent.

ANNEXE I

DECLARATION D'EXERCICE D'UNE ACTIVITE PRIVEE
DANS LE CADRE D'UN DEPART TEMPORAIRE OU DEFINITIF DE LA FONCTION PUBLIQUE
(article 25 octies de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée)

En remplissant ce formulaire, merci de bien vouloir expliquer au moins une fois les sigles que vous employez.

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

ADRESSE PERSONNELLE :

.....

.....

TELEPHONE PERSONNEL :

ADRESSE ELECTRONIQUE PERSONNELLE :@.....

I.- QUELLE EST VOTRE SITUATION ACTUELLE DANS L'ADMINISTRATION ?

Cochez les cases correspondantes

1. SITUATION ADMINISTRATIVE

Vous êtes agent **contractuel**

Préciser le cas échéant **votre catégorie** :

A+ A B C

Vous êtes agent **titulaire** ou **stagiaire**

Préciser **votre catégorie** :

A+ A B C

Votre corps (ou cadre d'emploi) et **votre grade** :

.....
.....

Vous êtes actuellement

- En activité
- En congé sans rémunération
- En détachement
- En disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise
- En disponibilité pour convenances personnelles / suivre son conjoint
- En disponibilité d'office / pour raisons de santé
- En exclusion temporaire de fonctions
- Mis à disposition
- En position hors cadres
- À la retraite
- Vous avez déjà définitivement cessé vos fonctions

Depuis le
...../...../ 20.....

Vous souhaitez :

- Être placé en congé sans rémunération
- Démissionner
- Être détaché
- Être placé en disponibilité pour convenances personnelles
- Être placé en disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise
- Être placé en disponibilité pour suivre votre conjoint
- Être placé en position hors cadres
- Être admis à faire valoir vos droits à la retraite
- Vous allez cesser définitivement vos fonctions (*ex. : fin de contrat*)

À compter du
..... / / 20....

2. AU COURS DES TROIS ANNEES PRECEDANT LE DEBUT DE L'ACTIVITE PRIVEE QUE VOUS ENVISAGEZ D'EXERCER, QUELLES ONT ETE VOS FONCTIONS PRECISES DANS L'ADMINISTRATION ?

Préciser :

- l'administration ou le service auquel vous apparteniez ;
- les fonctions que vous exerciez (en précisant notamment les activités ou secteurs professionnels dont vous aviez le contrôle ou la surveillance, ou pour lesquels vous aviez été amené à émettre un avis, conclure un contrat ou participer à la prise d'une décision)

.....

.....

.....

.....

II. VOUS SOUHAITEZ EXERCER UNE ACTIVITE DANS LE SECTEUR PRIVE OU DANS LE SECTEUR PUBLIC CONCURRENTIEL

1. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE OU L'ORGANISME

SI VOTRE FUTUR EMPLOYEUR N'EST PAS ENCORE DEFINI :

INDIQUEZ LE(S) TYPE(S) D'ACTIVITE QUE VOUS ENVISAGEZ D'EXERCER LES TROIS PREMIERES ANNEES SUIVANT VOTRE DEPART ET LE(S) SECTEUR(S) GEOGRAPHIQUE(S) CONCERNE(S).

Nom (ou raison sociale) / Type d'activité si employeur non défini (*intérim, libéral, travail en clique privée...*) :

.....

.....

Adresse / Secteur géographique pour une activité non définie :

.....

.....

Téléphone :

Adresse électronique : @

Secteur ou branche professionnelle de l'entreprise ou de l'activité :

.....

.....

Forme sociale de l'entreprise ou de l'activité : *Exemple : auto-entreprise, SARL, SAS, activité libérale, VDI (vendeur à domicile indépendant), entreprise individuelle, association, etc.*

.....

ATTENTION : Pour les sociétés et associations, joindre les statuts ou les projets de statuts.
Joindre, si possible, une copie du contrat de travail ou de la promesse d'embauche.

2. QUELLE SERA VOTRE FONCTION OU VOTRE ACTIVITE (DESCRIPTION DETAILLEE) ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

3. À QUELLE DATE EST-IL PREVU QUE VOUS COMMENCIEZ A EXERCER CETTE ACTIVITE ?

...../...../20.....
J M A

III. DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (*Nom – Prénom*) :

.....

déclare sur l'honneur ne pas travailler, les TROIS PREMIERES ANNEES QUI SUIVENT MON DEPART DU CHU GRENOBLE ALPES (CHUGA), dans une entreprise (ou dans une entreprise du même groupe au sens de l'article 432-13 du code pénal) :

1) pour laquelle j'ai été chargé(e), dans le cadre des fonctions que j'ai effectivement exercées au CHUGA, de la surveillance ou du contrôle (financier, technique ou administratif) ;

2) avec laquelle j'ai été chargé(e), dans le cadre des fonctions que j'ai effectivement exercées au CHUGA, de conclure des contrats de toute nature de formuler un avis sur de tels contrats ;

3) pour laquelle j'ai été chargé(e), de proposer directement à l'autorité compétente au sein du CHUGA des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou de formuler un avis sur de telles décisions.

Fait à, le

SIGNATURE

ANNEXE III

APPRECIATION DE LA DEMANDE D'EXERCICE D'UNE ACTIVITE PRIVEE
(*article 25 octies de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée*)

I. Application de l'article 432-13 du code pénal :

Le demandeur a-t-il été chargé, au cours des trois années précédant le début de son activité privée, en raison de ses fonctions :

- de la surveillance ou du contrôle de l'entreprise ou de l'organisme dans lequel il souhaite travailler

<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
------------------------------	------------------------------

- de la conclusion de contrats ou de la formulation d'un avis sur de tels contrats

<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
------------------------------	------------------------------

- de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme ou de formuler un avis sur de telles décisions

<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
------------------------------	------------------------------

II. Application du 4^{ème} alinéa du III de l'article 25 octies de la loi du 13 juillet

1983 : L'activité envisagée par l'intéressé vous semble-t-elle de nature :

- à compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal du service ?

<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> C'EST POSSIBLE
------------------------------	------------------------------	---

- à compromettre ou mettre en cause l'indépendance ou la neutralité du service ?

<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> C'EST POSSIBLE
------------------------------	------------------------------	---

- à méconnaître un principe déontologique mentionné à l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 (dignité, impartialité, intégrité, probité ...)?

<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> C'EST POSSIBLE
------------------------------	------------------------------	---

III. Observations particulières (notamment pour justifier l'appréciation "c'est possible")

Fait à....., le

Signature et cachet de l'autorité
dont relève l'agent :